



**OPALE**  
OBSERVATOIRE  
PARTENARIAL  
ÉCONOMIE  
EMPLOI  
INSERTION

**Regard sur  
l'économie  
et les entreprises  
lyonnaises n°64**

NOVEMBRE  
2024

## Des signaux moins favorables

### SYNTHÈSE

Sans être alarmante, la situation de l'économie lyonnaise se révèle moins favorable qu'il y a un an. Certains indicateurs suivis dans notre note de conjoncture montrent en effet des signes de ralentissement. Les enquêtes auprès des entreprises font état de situations mitigées, avec des niveaux d'activité et des carnets de commande souvent jugés insuffisants. Dans ce contexte, le nombre de recrutements diminue nettement par rapport à l'an passé, y compris les embauches de salariés à durée indéterminée. La tendance de l'emploi reste cependant globalement positive dans le secteur privé, avec toujours des progressions dans les services aux entreprises, le commerce de gros et l'industrie-énergie-environnement, mais avec un recul marqué dans la construction et le commerce de détail. Signe de la dégradation du marché du travail, le nombre de demandeurs d'emploi est en hausse dans la plupart des intercommunalités de l'aire métropolitaine lyonnaise. Le manque de vigueur de l'activité contribue également à la progression du nombre des défaillances d'entreprise, visible notamment au tribunal de commerce de Lyon.

Le focus proposé dans ce numéro par la Chambre de métiers et de l'artisanat Lyon-Rhône confirme le constat d'un ralentissement de l'activité : plus de la moitié des entreprises artisanales estiment leur chiffre d'affaires en baisse par rapport à l'an passé.

Focus : L'artisanat dans le Rhône	2
Le contexte économique	3
Les emplois salariés privés	4
Les demandeurs d'emploi	6
Le taux de chômage	8
Les bénéficiaires du RSA	9
Les recrutements	10
Les créations d'entreprise	11
Les défaillances d'entreprise	12
L'immobilier d'entreprise	13
Actualités des entreprises	14

Achévé de rédiger le 22 novembre 2024

# Focus : L'artisanat dans le Rhône

Rédigé par :



## Clés de lecture

Enquête de conjoncture : le réseau des Chambres de métiers et de l'artisanat Auvergne-Rhône-Alpes réalise chaque trimestre une enquête de conjoncture auprès de ses ressortissants sur des thématiques diverses (niveau d'activité, chiffre d'affaires, trésorerie, emplois et besoins). Au 3<sup>e</sup> trimestre 2024, 704 chefs d'entreprise ont répondu dans la métropole de Lyon et le département du Rhône.

**Périmètre :** ensemble des EPCI de la circonscription départementale du Rhône

## En savoir plus

Site internet : [www.cma-auvergnerhonealpes.fr/](http://www.cma-auvergnerhonealpes.fr/)

Contact : Cyril Magakian  
[cyril.magakian@cma-auvergnerhonealpes.fr](mailto:cyril.magakian@cma-auvergnerhonealpes.fr)

## Niveau d'activité

Les résultats montrent que 52 % des entreprises répondantes déclarent être en-dessous de leurs prévisions d'activité au 3<sup>e</sup> trimestre 2024 (contre 37 % au T3 2023). Le secteur de l'alimentaire déclare un meilleur niveau d'activité (11 %). Pour la fin d'année, on trouve plus de chefs d'entreprise pessimistes (37 %) qu'optimistes (23 %).

## Chiffre d'affaires

53 % des entreprises interrogées déclarent un chiffre d'affaires en baisse par rapport à l'année précédente contre 36 % au 3<sup>e</sup> trimestre 2023. Cette hausse est principalement due à une baisse de la demande mais également à l'augmentation des prix de vente, à une saisonnalité défavorable et également à une augmentation de la concurrence.

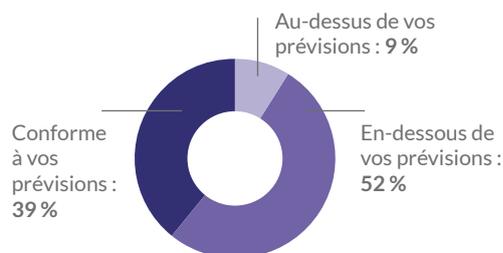
## Trésorerie

Un peu plus de la moitié des entreprises estiment avoir une trésorerie insuffisante ce trimestre. Le secteur de la fabrication est le moins touché avec 55 % des entreprises qui estiment avoir un niveau de trésorerie suffisant. Les entreprises individuelles sont particulièrement touchées par cette baisse.

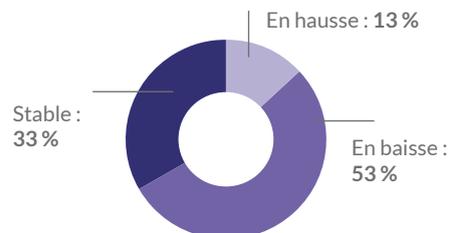
## Emplois

Parmi les entreprises ayant des salariés, 14 % ont embauché, tandis que 26 % ont vu leur effectif diminuer. 52 % des entreprises qui embauchent signent un CDI et 26 % embauchent un apprenti en fin de contrat. La première cause de départ dans les entreprises interrogées est la démission à 64 %.

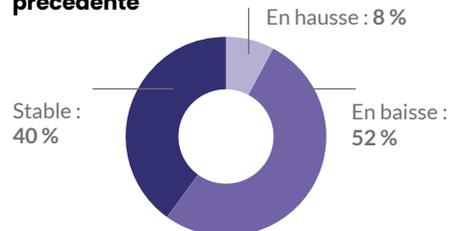
## Niveau d'activité au 3<sup>e</sup> trimestre



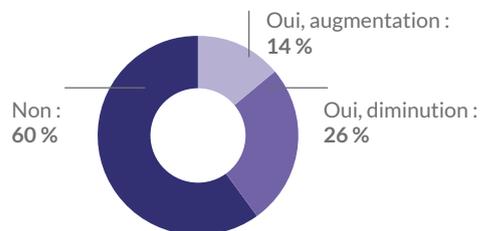
## Chiffre d'affaires du 3<sup>e</sup> trimestre par rapport à l'année précédente



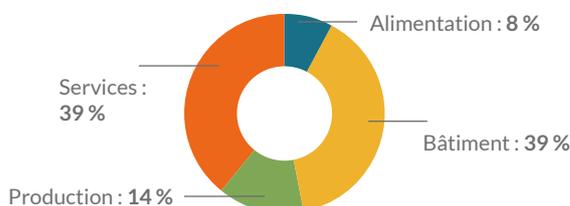
## Trésorerie du trimestre par rapport aux prévisions au même trimestre de l'année précédente



## Évolution parmi les effectifs



## Répartition des entreprises artisanales du Rhône par secteur d'activité



# Le contexte économique

## Sources

- Banque de France, *Tendances régionales Auvergne-Rhône-Alpes*, octobre 2024
- Insee Auvergne-Rhône-Alpes, *Note de conjoncture régionale*, n°44, 26 septembre 2024
- Urssaf, *Stat'ur Conjoncture Auvergne-Rhône-Alpes*, n°49, octobre 2024
- Banque de France, *Enquête mensuelle de conjoncture*, 12 novembre 2024
- Insee, *Note de conjoncture*, 10 octobre 2024

## Une faible progression de l'activité au cours de l'été

La production de biens et de services en France a « accéléré modérément » au troisième trimestre, selon l'Insee. Si les Jeux olympiques et paralympiques de Paris contribuent à cette tendance, celle-ci s'explique aussi par le rebond de la consommation des ménages et par une contribution légèrement positive du commerce extérieur. Cependant l'investissement des entreprises continue de reculer, à la fois en produits manufacturés (dont les matériels de transport, en forte baisse) et en services marchands (en particulier les services immobiliers).

## Mais des situations sectorielles mitigées

En Auvergne-Rhône-Alpes, l'activité économique s'est globalement maintenue au cours des derniers mois, mais les chefs d'entreprise se montrent prudents pour la fin de l'année. Les enquêtes de la Banque de France font par ailleurs apparaître des trajectoires différenciées selon les grands secteurs.

Dans l'industrie, la production s'est globalement redressée en septembre et en octobre, mais les usines ne tournent pas au maximum de leurs capacités et le niveau des carnets de commandes est toujours jugé trop bas. Les prévisions pour la fin de l'année sont donc particulièrement réservées.

L'activité se montre plus porteuse dans les services marchands mais certains secteurs pâtissent d'une demande insuffisante (agences

d'intérim, transport routier de marchandises) ou de l'attente des clients (informatique). Les professionnels anticipent une stabilisation de l'activité dans les semaines à venir.

La situation s'est à nouveau dégradée dans le bâtiment, en particulier dans la construction en gros œuvre, où les carnets de commande sont depuis plusieurs mois jugés insuffisants et où les effectifs sont revus à la baisse. Dans le gros œuvre comme dans la rénovation, les chefs d'entreprise anticipent un nouveau recul de l'activité en fin d'année.

## L'inflation désormais faible

La hausse des prix est désormais limitée (+1,2 % sur un an en septembre) et l'on peut dire, avec l'Insee, que « l'épisode inflationniste est terminé », en France comme en Europe. Ce sont désormais principalement les services qui alimentent la hausse des prix, par la répercussion des hausses de salaires passées ; les prix de l'alimentaire sont en très petite hausse et ceux de l'énergie en recul. Le ralentissement de l'inflation contribue à la progression du pouvoir d'achat des ménages.

## Des incertitudes qui pèsent sur les perspectives

Les incertitudes concernant les orientations budgétaires et fiscales en France engendrent des situations d'attente et pèsent sur les perspectives des entreprises. Elles s'ajoutent aux incertitudes géopolitiques liées aux élections aux États-Unis et aux conflits et tensions déjà existants.

# Les emplois salariés du secteur privé

## Clés de lecture

**Champ** : effectif salarié en fin de trimestre de l'ensemble des cotisants du secteur concurrentiel, qui comprend tous les secteurs d'activité économique sauf les administrations publiques, l'éducation et la santé non marchandes, l'emploi par les ménages de salariés à domicile et les entreprises relevant de la Mutualité sociale agricole. Les effectifs apprentis sont inclus, mais pas les effectifs intérimaires.

**Source** : Urssaf Rhône-Alpes. Données brutes, évolutions annuelles.

**Périmètres** : EPCI du Carré métropolitain, CTM de la métropole de Lyon

## Lexique

**EPCI** : établissement public de coopération intercommunale

**CTM** : conférence territoriale des maires (regroupement des communes de la métropole de Lyon par bassin de vie)

**CC** : communauté de communes

**CA** : communauté d'agglomération

**Carré métropolitain** : périmètre d'étude et d'observation d'Urbalyon

## Des évolutions divergentes

Les données du deuxième trimestre confirment le ralentissement de la croissance de l'emploi salarié dans le carré métropolitain, à l'image de la tendance régionale et nationale. Entre le 2<sup>e</sup> trimestre 2023 et le 2<sup>e</sup> trimestre 2024, les effectifs salariés progressent de +0,8 % dans le carré métropolitain figurant sur la carte, soit près de 10 200 emplois supplémentaires, contre +1,4 % il y a un an. Cette évolution est plus forte qu'au niveau régional.

Parmi les EPCI partenaires de l'Agence d'urbanisme, les situations sont contrastées. La moitié des EPCI enregistrent une hausse encore significative des effectifs salariés, en particulier les CC de la Côtière à Montluel (+4,6 % soit 325 emplois supplémentaires en un an) et de l'Est lyonnais (+2,3 %, +630) ; la métropole de Lyon affiche une progression de +1,4 %, ce qui représente 8 870 emplois supplémentaires en un an. Cinq EPCI voient l'emploi salarié stagner par rapport à l'an passé. Enfin, quatre EPCI enregistrent une diminution du nombre d'emplois, notamment les CC de Miribel et du Plateau (-1,6 %, soit 170 emplois en moins en un an) et des Vallons du Lyonnais (-1,8 %, -110).

## Un recul dans le BTP et le commerce de détail

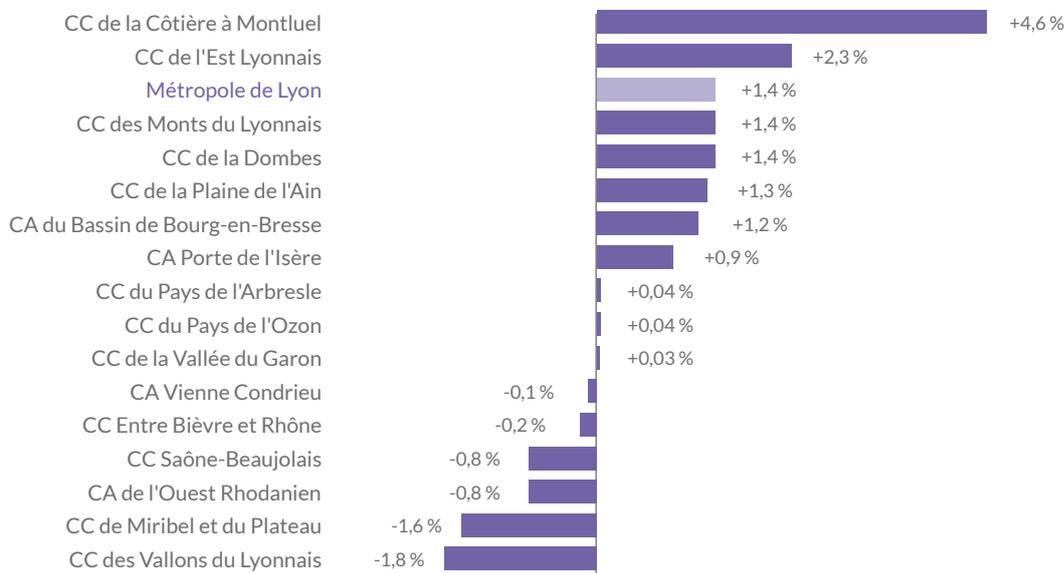
Les évolutions par secteurs d'activités sont elles aussi contrastées. Deux secteurs

affichent un recul marqué du nombre d'emplois à l'échelle du carré métropolitain : le BTP (-1,9 %, soit 1 940 emplois en moins en un an) et le commerce de détail (-1,1 %, -1 050 emplois). Ce recul concerne de nombreux EPCI et en particulier la métropole de Lyon (-1,6 % dans le BTP et -2,1 % dans le commerce de détail). Ces évolutions reflètent la dégradation de l'activité dans la construction et les recompositions du commerce de détail, particulièrement touché par les défaillances et les changements dans les modes de consommation.

Les autres grands secteurs voient leurs effectifs salariés progresser depuis un an. La hausse atteint +1,6 % à l'échelle du carré métropolitain dans le commerce de gros et dans les services aux entreprises, deux secteurs particulièrement dynamiques dans la métropole de Lyon. L'augmentation de l'emploi se poursuit également dans l'industrie-énergie-environnement, et ce dans la plupart des territoires. C'est notamment le cas dans les CC de la Vallée du Garon (+4,7 % en un an) et de la Côtière à Montluel (+2,6 %), ainsi que dans la métropole de Lyon (+1,9 %, soit +1 620 emplois). La progression de l'emploi industriel est tirée notamment par les activités dans l'énergie et dans la maintenance, alors que les effectifs sont en repli dans les secteurs du textile-habillement et de la fabrication de machines.

## Évolution de l'emploi salarié privé en un an

Évolution entre le 2<sup>e</sup> trimestre 2023 et le 2<sup>e</sup> trimestre 2024

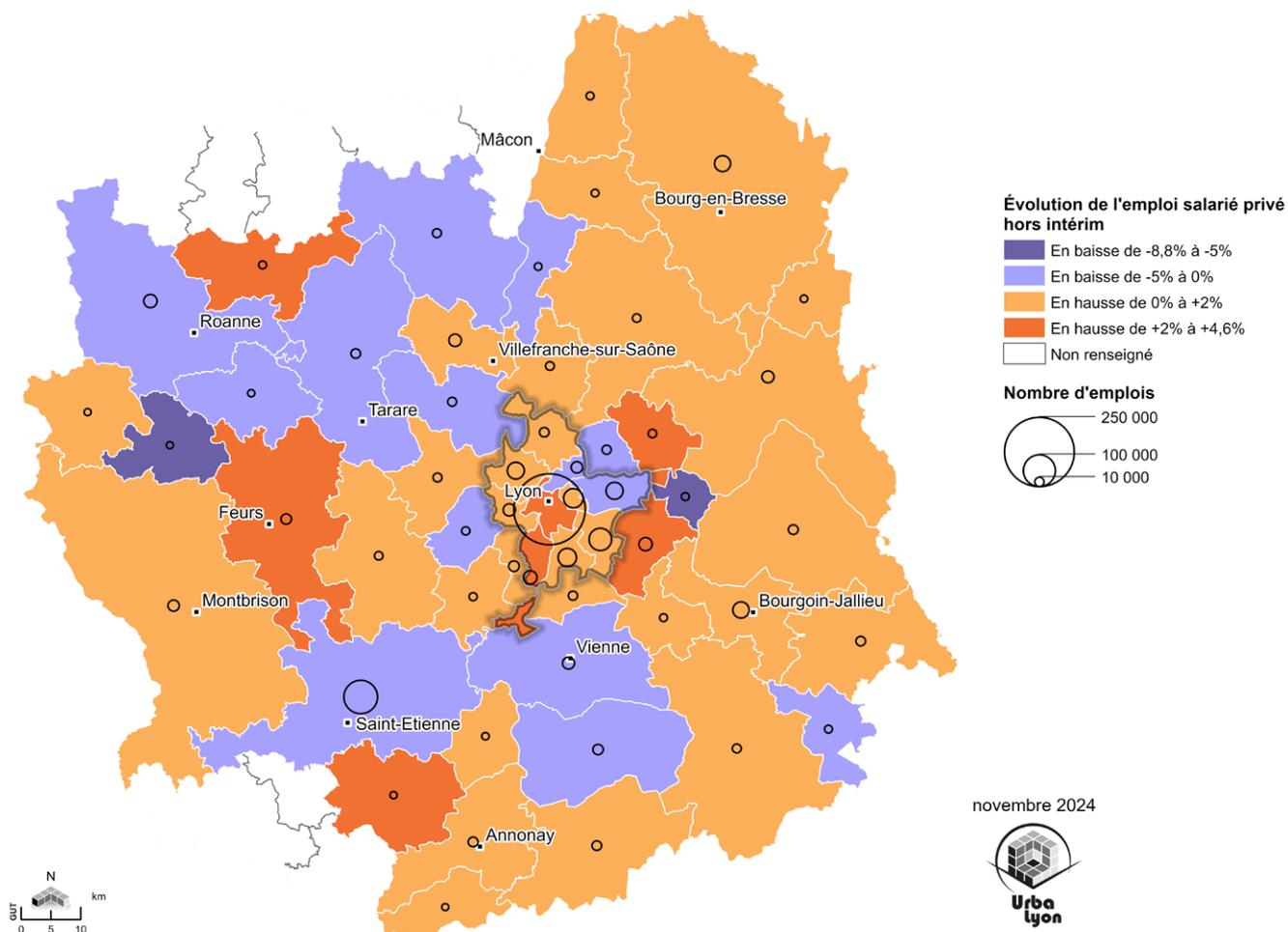




## Emploi salarié privé au deuxième trimestre 2024 et évolution en un an par secteur

	Emplois T2 2024	Industrie, énergie, environnement	BTP	Commerce de gros et automobile	Commerce de détail	Transports - logistique	Services aux entreprises, finance, immobilier	Services aux particuliers
MÉTROPOLE DE LYON	642 589	+1 623	-636	+1 075	-925	+538	+5 366	+1 832
CA PORTE DE L'ISÈRE	42 096	+69	-101	+115	-45	+271	+16	+67
CA DU BASSIN DE BOURG-EN-BRESSE	41 188	+48	-96	+7	+15	-27	+87	+452
CC DE L'EST LYONNAIS	28 365	+56	+270	+196	-137	+57	+89	+99
CA VIENNE CONDRIEU	23 386	-32	-15	-17	-38	-51	+100	+39
CC DE LA PLAINE DE LAIN	22 872	+192	-45	-51	+15	+26	+5	+154
CC DE LA VALLÉE DU GARON	16 322	+169	-11	-40	-105	-102	+57	+37
CC ENTRE BIÈVRE ET RHÔNE	15 773	32	-42	4	7	-7	-23	-1
CA DE L'OUEST RHODANIEN	11 839	-28	-31	-47	+41	+1	-33	-4
CC DE MIRIBEL ET DU PLATEAU	10 408	-155	-20	-179	+157	-12	-6	+44
CC DU PAYS DE L'OZON	10 193	+23	+9	+50	+2	-148	+32	+36
CC DU PAYS DE L'ARBRESLE	9 595	+14	-32	-13	-17	+23	-29	+58
CC SAÔNE-BEAUJOLAIS	9 525	-16	-46	-13	+4	+36	-4	-41
CC DE LA CÔTIÈRE À MONTLUEL	7 412	+75	+52	+76	+2	+83	+9	+27
CC DES MONTS DU LYONNAIS	7 216	+25	+16	+20	-1	+3	+11	+24
CC DE LA DOMBES	6 922	+2	+16	+11	+18	+16	-49	+79
CC DES VALLONS DU LYONNAIS	6 103	-63	-43	+22	+3	+5	+31	-65

## Nombre d'emplois salariés privés au deuxième trimestre 2024 par EPCI et CTM de la métropole de Lyon et évolution en un an





# Les demandeurs d'emploi

## Clés de lecture

Sources : France Travail – STMT et Observatoire de France Travail Auvergne-Rhône-Alpes ([www.observatoire-emploi-ara.fr](http://www.observatoire-emploi-ara.fr)) : données brutes ; sauf la courbe d'évolution : données CVS

Périmètres : EPCI adhérents à l'Agence d'urbanisme de Lyon

## Définitions

Les catégories A, B et C regroupent des demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi.

Les catégories A sont sans emploi.

Les catégories B ont exercé une activité réduite courte (78h et moins au cours du mois).

Les catégories C ont exercé une activité réduite longue (plus de 78h au cours du mois)

EPCI : établissement public de coopération intercommunale

## Le nombre de demandeurs d'emploi à la hausse

Globalement, après des mois de baisse marquée et continue en 2021 et la poursuite de ce mouvement en 2022, la tendance du nombre de demandeurs d'emploi est en hausse depuis le deuxième semestre 2023 dans la métropole de Lyon. À fin septembre 2024, dans la métropole de Lyon, 123 300 personnes sont inscrites à France Travail et tenues de rechercher un emploi (catégories ABC), en augmentation de 2,6 % par rapport à la même période un an auparavant. Les demandeurs d'emploi sans activité (catégorie A) sont 68 860, également en hausse par rapport à septembre 2023 (+1,8 %).

En évolution annuelle, un seul EPCI présente une baisse du nombre de demandeurs d'emploi : il s'agit de la CC Vallée du Garon (-2,6 %). Quatre EPCI présentent une relative stabilité (moins de 0,5 % d'augmentation) : la CA Porte de l'Isère, la CC Plaine de l'Ain, la CA de l'Ouest Rhodanien, la CC Pays de l'Ozon. À l'inverse, le nombre de demandeurs d'emploi augmente de plus de 7 % dans la CC de la Côtière à Montluel (+7,6 %), dans celle des Vallons du Lyonnais (+7,7 %) et celle de la Dombes (+9,5 %).

La part des personnes sans aucune activité représente plus de la moitié des personnes inscrites à France travail et tenues de faire des actes positifs de recherche d'emploi dans sept EPCI ; cette part atteint 56 % dans la métropole de Lyon.

## Nombre de demandeurs d'emploi (DE) à fin septembre 2024 et évolution sur un an

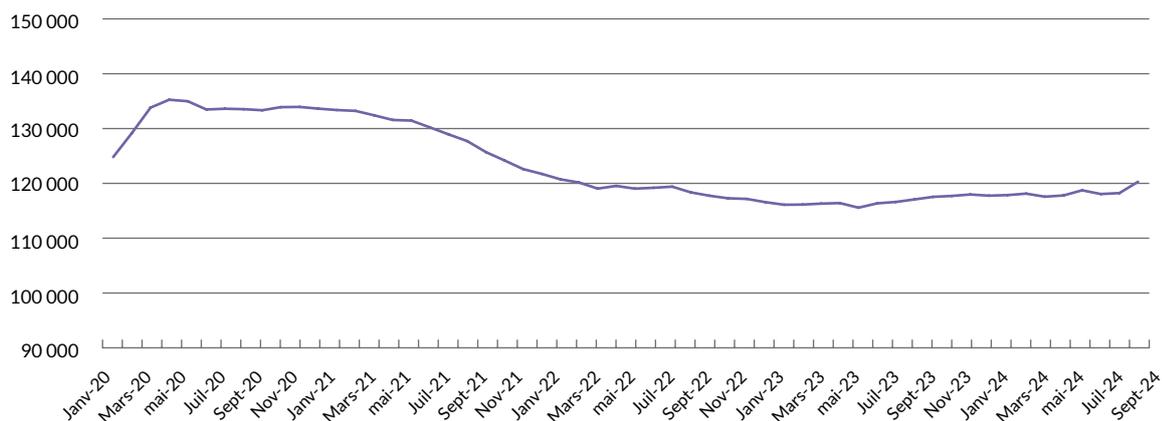
Données brutes

	DE cat ABC	Évolution en un an	DE cat A	Évolution en un an
MÉTROPOLE DE LYON	123 300	+2,6 %	68 860	+1,8 %
CA DU BASSIN DE BOURG-EN-BRESSE	9 610	+1,7 %	4 670	+0,9 %
CA PORTE DE L'ISERE	9 130	+0,0 %	4 790	-3,0 %
CA VIENNE CONDRIEU	6 330	+4,7 %	3 380	+4,3 %
CC PLAINE DE L'AIN	5 590	+0,0 %	2 720	-2,4 %
CA DE L'OUEST RHODANIEN	3 240	+0,3 %	1 610	+2,0 %
CC SAÔNE-BEAUJOLAIS	2 740	+4,1 %	1 240	+2,0 %
CC DU PAYS DE L'ARBRESLE	2 240	+4,7 %	1 040	+1,6 %
CC DE LA DOMBES	2 220	+9,5 %	1 040	+9,3 %
CC EST LYONNAIS	2 070	+1,7 %	1 060	+0,5 %
CC DES MONTS DU LYONNAIS	1 790	+4,3 %	740	+2,5 %
CC VALLÉE DU GARON	1 760	-2,6 %	900	-2,6 %
CC DES VALLONS DU LYONNAIS	1 640	+7,7 %	750	+4,9 %
CC DE LA CÔTIÈRE À MONTLUEL	1 580	+7,6 %	770	+6,2 %
CC DE MIRIBEL ET DU PLATEAU	1 480	+3,2 %	790	+0,8 %
CC PAYS DE L'OZON	1 450	+0,4 %	760	+2,0 %



## Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de catégories ABC dans la métropole de Lyon

Données cvs



### Le nombre de jeunes demandeurs d'emploi sans activité continue d'augmenter

À fin septembre 2024, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A augmente de 1,8 % en un an dans la métropole de Lyon. La hausse est installée quelle que soit la tranche d'âge, avec une forte hausse du nombre de jeunes sans activité en recherche d'emploi (+7,4 % en un an). Ce phénomène s'observe depuis déjà plus d'un an (+6,8 % à fin septembre 2023).

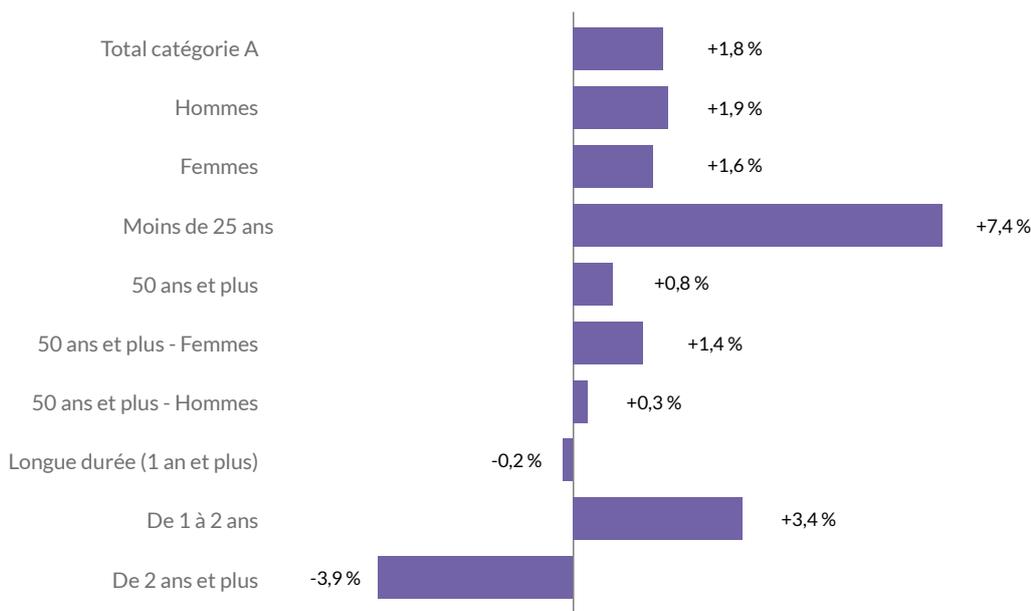
### Les demandeurs d'emploi depuis au moins deux ans continuent d'être épargnés par la hausse

À l'opposé, le nombre de demandeurs d'emploi de très longue durée (2 ans et plus) sans aucune activité continue de diminuer, avec -3,9 % en un an. Cette tendance à la baisse existe depuis au moins deux ans.

Conséquence des baisses observées depuis plusieurs mois, les demandeurs d'emploi de très longue durée représentent désormais 16 % des demandeurs d'emploi de catégorie A à fin septembre 2024 (contre 20 % en septembre 2022).

## Évolution en un an du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A dans la métropole de Lyon, selon le profil

Septembre 2024 par rapport à septembre 2023. Données brutes





# Le taux de chômage

## Clés de lecture

Le **taux de chômage** est le rapport entre le nombre de chômeurs au sens du Bureau international du travail (BIT) et le nombre de personnes actives (en emploi ou au chômage).

Un **chômeur** au sens du BIT est une personne âgée de 15 ans ou plus qui est sans emploi au cours de la semaine de référence, est disponible pour travailler dans les deux semaines à venir et a effectué, au cours des quatre dernières semaines, une démarche active de recherche d'emploi ou a trouvé un emploi qui commence dans les trois mois.

Source : Insee, Estimations de taux de chômage localisés, en moyenne trimestrielle, données corrigées des variations saisonnières

Périmètres : zones d'emploi

Carré métropolitain : périmètre d'étude et d'observation d'Urbalyon

## Le chômage, à la hausse ?

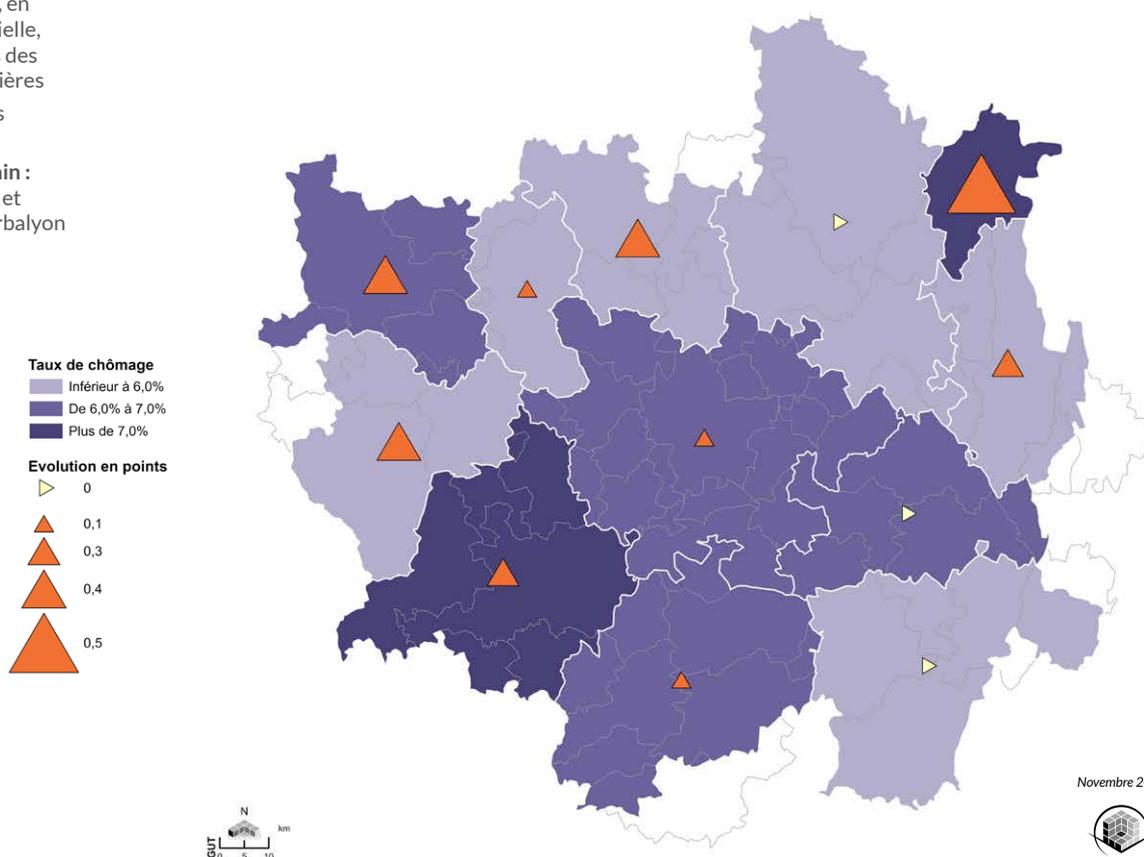
Au deuxième trimestre 2024, les taux de chômage des zones d'emploi du carré métropolitain se situent entre 4,9 % et 8,1 %, dans une fourchette comparable à celle du trimestre précédent et comme au trimestre d'il y a un an.

La part des chômeurs dans la population active est en hausse ce trimestre par rapport à la même période de l'année précédente dans les zones d'emploi de Belley, La Plaine du Forez, Oyonnax, Roanne, Villefranche-sur-Saône, entre +0,3 et +0,5 point. Elle est en stagnation dans les autres zones d'emploi (entre 0,0 et +0,2 point). Aucune zone d'emploi n'affiche de diminution du taux de chômage en un an.

Trois zones d'emploi présentent des taux de chômage d'au moins 7 % : celles d'Oyonnax, de Saint-Étienne, de Roanne et de Vienne-Annonay. En particulier, dans celle de Saint-Étienne, le taux de chômage dépasse 8 % pour le troisième trimestre consécutif (8,1 %). Les zones d'emploi de Tarare (4,9 %), de la Plaine du Forez (5,3 %), de Voiron (5,1 %), de Villefranche-sur-Saône (5,4 %) et de Belley (5,4 %) affichent les taux de chômage les moins élevés. Le taux de chômage de la zone d'emploi de Lyon s'établit à 6,3 % de la population active.

Le taux de chômage de la métropole de Lyon est supérieur à celui du département du Rhône (4,5 %) et à celui de la région (6,3 %). Il s'établit à 7,0 % au deuxième trimestre 2024, supérieur de 0,1 point à ce qu'il était un an plus tôt mais en diminution de 0,2 point par rapport au trimestre précédent.

## Taux de chômage par zone d'emploi au deuxième trimestre 2024 et évolution en un an



# Les bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA)

## Clés de lecture

Le revenu de solidarité active (RSA) est une allocation qui complète les ressources initiales du foyer pour qu'elles atteignent le niveau d'un revenu garanti. L'allocation varie en fonction de la composition du foyer et du nombre d'enfant(s) à charge, du montant des revenus d'activité du foyer, de certaines autres ressources (pensions alimentaires, rentes, indemnités chômage...) et des aides au logement perçues.

La prime d'activité (PPA) est une prestation vise à lever les freins monétaires au retour à l'emploi et à soutenir le pouvoir d'achat des travailleurs aux ressources modestes. Elle permet également aux jeunes actifs âgés de 18 à 25 ans de bénéficier d'une aide à l'emploi, y compris les étudiants et les apprentis. La prime d'activité est calculée sur la base des ressources de l'ensemble des membres du foyer, indiquées à la Caf par une déclaration trimestrielle.

Source : Caf du Rhône – Données semi-définitives

Périmètre : métropole de Lyon

## 210 foyers allocataires de plus en un an

En juin 2024, le nombre de foyers allocataires du RSA atteint 40 230 dans la métropole de Lyon, ce qui correspond à 210 ménages allocataires de plus en un an (+0,5%). Les effectifs d'allocataires du RSA repartent légèrement à la hausse après un recul continu. Le nombre de ménages allocataires de la prime d'activité atteint 104 090. Il est en diminution de 3% en un an, soit 3 180 allocataires de moins.

Le ralentissement de la dynamique du marché du travail amorcé en 2023 se confirme sur le premier semestre 2024 avec pour conséquence l'interruption de la baisse du nombre de foyers allocataires du RSA sur l'année.

## Les bénéficiaires du RSA depuis plus de 4 ans et les seniors toujours en hausse

La situation à fin juin 2024 montre la poursuite de la progression des effectifs des allocataires du RSA les plus anciens dans le dispositif. Le

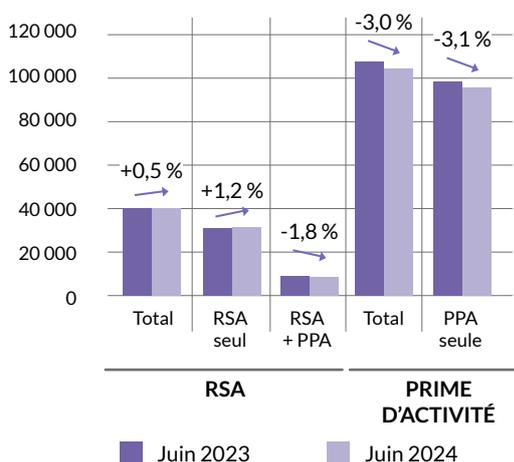
nombre de ceux bénéficiant du RSA depuis plus de quatre ans atteint 22 100 fin juin 2024, soit 540 foyers supplémentaires en un an (+2,5%). La part des allocataires du RSA depuis plus de quatre ans est en hausse de 1 point en un an et représente désormais 55 % du total des allocataires. Dans la continuité des périodes précédentes, le nombre d'allocataires depuis un à 6 mois est toujours en forte hausse (+7,2% en un an). Le nombre d'allocataires âgées de 60 à 64 ans est en hausse de +3,1% même si leurs effectifs restent faibles (2 570 soit 6,4% du total des allocataires).

Les allocataires dans le dispositif depuis trois à quatre ans enregistrent une forte baisse avec -14,8% d'allocataires. La poursuite du repli du nombre de femmes seules avec enfant(s) est également une évolution positive car ce profil de ménages est plus fortement exposé à la précarité et à la pauvreté du fait de freins périphériques nombreux à la reprise d'emploi (comme la garde des enfants notamment). Les femmes en situation de monoparentalité représentent 28,7% des allocataires du RSA (contre 29,1% en juin 2023).

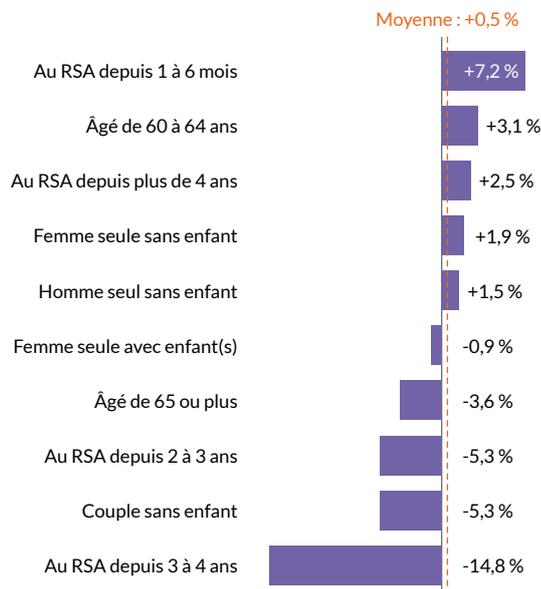
## Nombre de foyers allocataires fin juin 2024

Allocataires RSA	40 230
Allocataires prime d'activité	104 090

## Évolution du nombre de foyers bénéficiaires entre juin 2023 et juin 2024



## Profils des bénéficiaires du RSA (BRSA) concernés par les plus fortes variations (hausse ou baisse) entre juin 2023 et juin 2024





# Les recrutements

## Clés de lecture

**Déclaration préalable à l'embauche (DPAE) :** formalité obligatoire effectuée par l'employeur dans les huit jours précédant l'embauche, quelle que soit la durée du contrat de travail. Ne sont comptés ici que les contrats d'au moins un mois hors intérim.

**Source :** Open data France Travail Auvergne-Rhône-Alpes ([www.observatoire-emploi-ara.fr](http://www.observatoire-emploi-ara.fr)) - Urssaf, CCMSA. Données corrigées des variations saisonnières.

**Périmètres :** EPCI adhérents à l'Agence d'urbanisme de Lyon

## Lexique

**EPCI :** établissement public de coopération intercommunale

**CC :** communauté de communes

**CA :** communauté d'agglomération

**CDD :** contrat à durée déterminée

**CDI :** contrat à durée indéterminée

## Le nombre des embauches poursuit sa baisse dans la majorité des EPCI

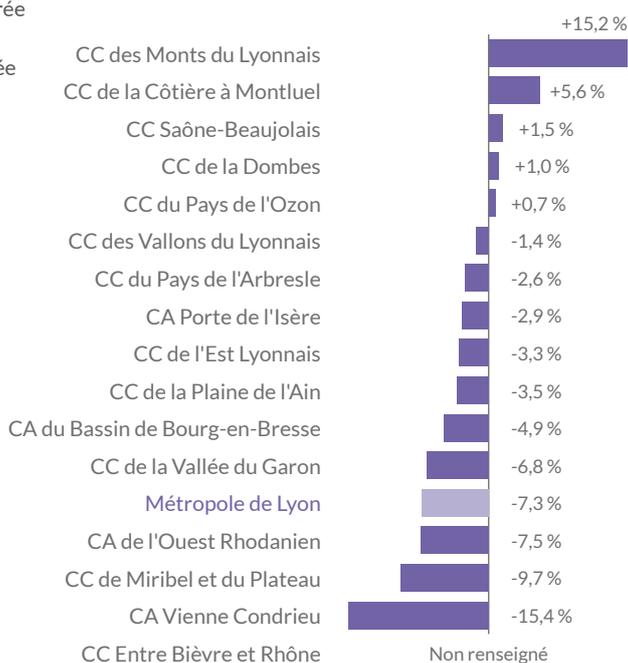
Onze intercommunalités sur les dix-sept étudiées enregistrent une baisse des recrutements au cours de trois premiers trimestres 2024 par rapport aux trois premiers trimestres 2023. La baisse la plus marquée concerne la CA de Vienne Condrieu avec -15 %, soit 1 570 recrutements de moins. D'autres territoires, y compris la métropole de Lyon, sont impactés par le recul des embauches. Ces dernières baissent de 10 % dans la CC de Miribel et du Plateau et de 7 % dans la CA de l'Ouest Rhodanien, la CC de la Vallée du Garon ou encore la Métropole de Lyon. Cette dernière enregistre 17 570 recrutements de moins en un an.

Cinq EPCI voient le nombre d'embauches se stabiliser ou progresser : +0,7 % au Pays de l'Ozon, +1 % dans la CC de la Dombes, +1,5 % dans la CC Saône-Beaujolais, +5,6 % dans la CC de la Côtière à Montluel et +15,2 % dans la CC des Monts du Lyonnais.

Sur une année glissante (octobre 2023 à septembre 2024), le nombre de recrutements dans la métropole de Lyon est en baisse par rapport à la période précédente allant d'octobre 2022 à septembre 2023 (-7,1 %). La diminution impacte tous les secteurs d'activité et plus fortement ceux de la construction (-7,8 %) et des services (-7,5 %). L'industrie est le secteur le moins concerné avec -3,6 % et il représente 6,5 % des recrutements. Le commerce qui concentre 13,8 % des embauches accuse lui aussi une baisse de 6,1 %.

L'analyse des types de contrat de travail proposés montre un recul plus prononcé des CDD de plus de 6 mois (-10 %), qui représentent 15 % des embauches. Le CDI demeure le type de recrutement principal avec près de deux embauches sur trois (62 %) dans la métropole de Lyon et leur nombre a baissé de 7,4 %. La CA Vienne Condrieu est la plus touchée par le recul des recrutements en CDI, dont le nombre a diminué d'un quart en un an.

## Évolution du nombre de recrutements au cours des 3 premiers trimestres 2024 par rapport aux trois premiers trimestres 2023



## Nombre de recrutements au cours des trois premiers trimestres 2024

MÉTROPOLE DE LYON	224 227
CA PORTE DE L'ISÈRE	13 832
CA DU BASSIN DE BOURG-EN-BRESSE	13 474
CA VIENNE CONDRIEU	8 596
CC DE L'EST LYONNAIS	8 090
CC DE LA PLAINE DE L'AIN	6 046
CC D'ENTRE BIÈVRE ET RHÔNE	5 652
CC DE LA VALLÉE DU GARON	4 844
CC DE MIRIBEL ET DU PLATEAU	3 478
CC SAÔNE-BEAUJOLAIS	3 446
CA DE L'OUEST RHODANIEN	3 408
CC PAYS DE L'OZON	3 258
CC DU PAYS DE L'ARBRESLE	2 803
CC DE LA DOMBES	2 717
CC DES MONTS DU LYONNAIS	2 282
CC DE LA CÔTIÈRE À MONTLUEL	2 008
CC DES VALLONS DU LYONNAIS	1 955



# Les créations d'entreprise

## Clés de lecture

Une création d'entreprise correspond à l'apparition d'une unité légale exploitante n'ayant pas de prédécesseur, avec mise en place de nouveaux moyens de production. Les statistiques incluent les créations sous le régime de micro-entrepreneur.

Source : Insee. Données brutes.

Périmètre : circonscription départementale du Rhône

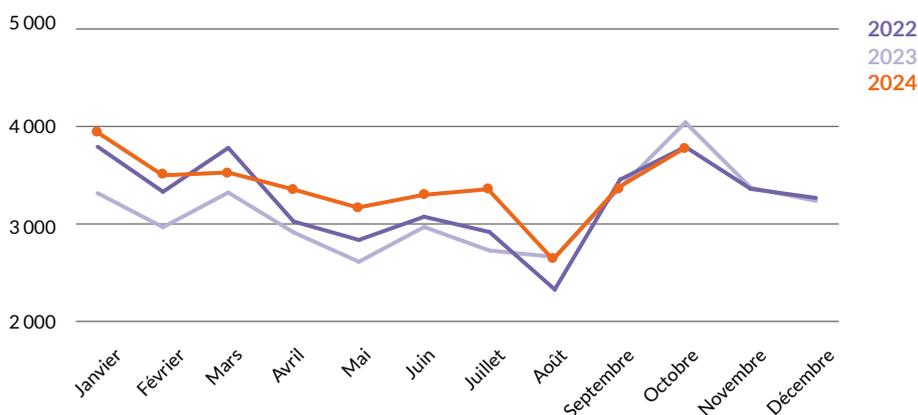
## Augmentation des créations sur les dix premiers mois de l'année

Le nombre de créations d'entreprise enregistrées depuis le début de l'année est supérieur à celui de l'année dernière, malgré un nombre de créations plus faible en octobre 2024 qu'en octobre 2023. En un an, la progression atteint +7 % en France, +8 % en Auvergne-Rhône-Alpes et en Isère et +11 % dans l'Ain.

Dans le Rhône, 33 850 entreprises ont été créées depuis le début de l'année, cela représente une augmentation de 10 % en un an. Le nombre de nouvelles sociétés progresse, tout comme les micro-entreprises, alors que les entreprises individuelles classiques restent stables.

Au niveau national, le nombre de créations augmente dans tous les secteurs sauf dans l'immobilier. Les créations de micro-entreprises du transport sont en forte hausse, elles représentent 8 % de l'ensemble des créations.

## Nombre de créations d'entreprise dans le Rhône



## Nombre et évolution des créations d'entreprise

Cumul de janvier à octobre

	Nombre de créations d'entreprise en 2024	Évolution par rapport à 2023
AIN	7 664	+11 %
ISÈRE	16 603	+8 %
RHÔNE	33 853	+10 %
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES	108 380	+8 %
FRANCE	934 714	+7 %

# Les défaillances d'entreprise

## Clés de lecture

Une **défaillance d'entreprise** correspond à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire (y compris les résolutions de plans), lorsqu'une entreprise est en état de cessation de paiement.

Les **procédures collectives** comprennent également les sauvegardes.

**Sources** : Tribunal de commerce de Lyon ; Conseil national des greffiers des tribunaux de commerce

**Périmètres** : ressorts des tribunaux de commerce (pour le tribunal de Bourg-en-Bresse, il s'agit de la totalité du département de l'Ain)

## Le nombre de procédures toujours en hausse

Entre janvier et octobre 2024, 1 450 procédures collectives ont été ouvertes au tribunal de commerce de Lyon, soit une hausse de 14 % par rapport à la même période en 2023. Les divergences d'évolution s'accroissent entre les différents tribunaux de l'aire métropolitaine lyonnaise : le nombre de procédures est en hausse très forte au tribunal de Bourg-en-Bresse (+61 %), en hausse limitée à Vienne (+12 %) et en légère diminution au tribunal de Villefranche-Tarare (-3 %).

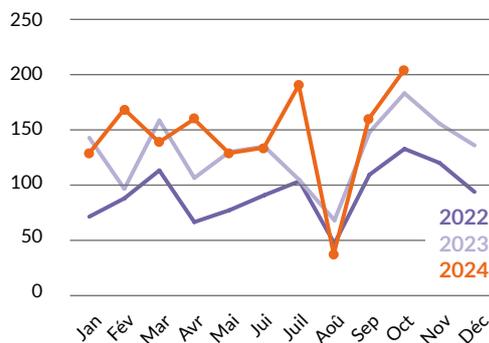
Ces augmentations sont toujours le signe d'un « rattrapage » du nombre de procédures par rapport aux années creuses de 2020 à 2022. Mais elles sont aussi le reflet des fragilités de certaines entreprises, dans un contexte de stagnation de l'activité ou de difficultés dans certains secteurs. Ces fragilités concernent un nombre croissant d'entreprises employant des salariés : à Lyon, les procédures collectives ont touché 95 entreprises de plus de 10 salariés depuis le début de l'année, soit 4 900 salariés concernés (contre 87 entreprises et 2 900 salariés entre janvier et octobre 2023).

Au tribunal de Lyon, les secteurs enregistrant les plus fortes hausses sont le transport et l'entreposage, l'hébergement et la restauration, ainsi que le commerce et la réparation automobile.

## Lyon, futur tribunal des activités économiques

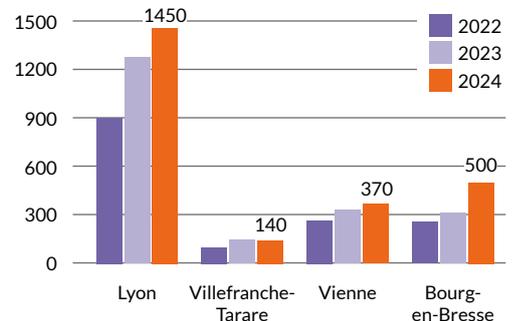
Le tribunal de Lyon fait partie des 12 juridictions retenues au niveau national pour expérimenter, pendant quatre ans, la fonction de « tribunal des activités économiques » (TAE). Dans ce cadre, il étendra ses compétences à l'ensemble des procédures amiables et collectives, notamment celles relevant jusque-là des tribunaux judiciaires, quel que soit le statut du débiteur (y compris les exploitants agricoles et les personnes morales non commerçantes comme les associations ou les professions libérales, à l'exclusion des professions réglementées du droit). La compétence des TAE est également élargie aux baux commerciaux pour les actions et les contestations nées d'une procédure collective. À Lyon, cette expérimentation devrait se traduire par une augmentation de 10 % de l'activité du tribunal.

## Nombre de procédures collectives au Tribunal de commerce de Lyon



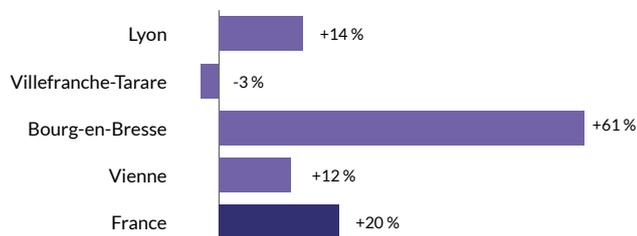
## Nombre de procédures collectives par tribunal

Cumul de janvier à octobre



## Évolution du nombre de procédures collectives entre 2023 et 2024

Cumul de janvier à octobre





# L'immobilier d'entreprise

## Clés de lecture

L'observatoire du Cecim (Centre d'études de la conjoncture immobilière de la région lyonnaise) publie tous les trimestres une analyse globale du marché de l'immobilier d'entreprise, par type de locaux (bureaux, activité, logistique).

La demande placée comprend toutes les transactions ayant abouti au cours de la période, qu'il s'agisse de locations ou de ventes, de biens anciens ou neufs.

Source : Cecim

Périmètre : périmètre d'étude du Cecim, comprenant la métropole de Lyon, ainsi qu'une large partie du Rhône, le sud de l'Ain et le Nord-Isère.

## Peu de grandes transactions

Le marché de l'immobilier connaît un certain nombre de transformations, marquées par l'attentisme et les incertitudes, mais aussi par des prix en progression à la location comme à la vente.

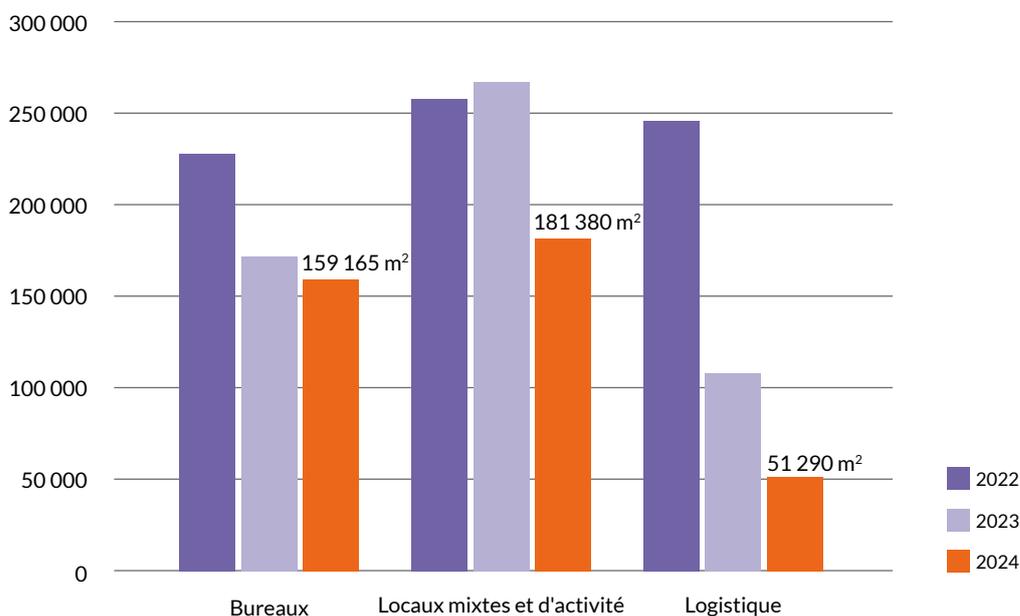
Le marché des bureaux est en retrait par rapport à l'an passé, avec environ 159 000 m<sup>2</sup> placés entre janvier et septembre 2024 (-7 % par rapport à la même période en 2023). Le nombre de transactions est relativement stable mais compte peu de signatures pour de grandes surfaces : seules 28 transactions sur 370 dépassent les 1 000 m<sup>2</sup>. Le quartier de la

Part-Dieu reste le premier en termes de surfaces, suivi de Gerland et du pôle économique Ouest de la métropole de Lyon. La centralité reste particulièrement recherchée.

La baisse est plus marquée sur le marché des locaux d'activité et locaux industriels : -32 % pour les surfaces entre 2023 et 2024, -23 % pour le nombre de transactions. Comme pour les bureaux, les surfaces de grande taille ont été peu nombreuses : seules cinq transactions sur 240 dépassent 4 000 m<sup>2</sup>. Le troisième trimestre a été notamment en retrait.

Le marché de la logistique est particulièrement atone, avec seulement trois transactions recensées depuis le début de l'année.

## Demande placée par marché (en m<sup>2</sup>) en cumul de janvier à septembre





# Actualités des entreprises

## Clés de lecture

**Champ :** Sélection d'événements économiques concernant les entreprises du territoire, d'août à novembre 2024

**Source :** veille presse et internet

**Périmètre :** aire d'attraction de Lyon

## Dans la métropole de Lyon

**ALILA**  
Promotion immobilière  
Lyon 6  
Le promoteur spécialisé dans la construction de logements conventionnés et intermédiaires est placé en liquidation judiciaire, avec une soixantaine de salariés.

**AST GROUPE**  
Construction de maisons individuelles  
Décines-Charpieu  
En difficultés face à la chute du marché des maisons neuves, le groupe est placé en redressement judiciaire ; des offres de reprise partielles ont été faites.

**CLASQUIN**  
Ingénierie du transport de marchandises  
Lyon 6  
L'entreprise est rachetée par SAS, une filiale du leader mondial du transport maritime de conteneurs, le Suisse MSC.

**MAISON LEJABY**  
Lingerie  
Rillieux-la-Pape  
En redressement judiciaire, l'entreprise est reprise par l'investisseur indonésien Salim Podiono (groupe textile Mirae).

**PAREDES ORAPI**  
Hygiène professionnelle  
Lyon 6  
Le nouveau groupe inaugure son siège social à Lyon Part-Dieu, où 150 salariés sont rassemblés, et regroupe ses fonctions logistiques à Genas.

**SUEZ IWS**  
Déchets dangereux  
Givors  
La filiale de Suez inaugure son centre de support opérationnel à côté de sa plateforme de traitement de déchets dangereux ; le site passe de 70 à 170 salariés.

**VENCOREX FRANCE**  
Composants chimiques  
Saint-Priest  
Placée en redressement judiciaire en septembre, l'entreprise, dont le site principal est au Pont-de-Claix (38) avec 450 salariés, voit sa période d'observation prolongée jusqu'en mars 2025.

## Dans le Rhône

**BONDUELLE**  
Transformation des légumes  
Genas  
Le groupe annonce le projet de cession de l'activité de salades en sachet en France, dont l'usine de Genas (160 salariés), au groupe LSDH, ainsi qu'un plan de départs volontaires sur le site de Bonduelle Fresh à Genas.

**ENEDIS**  
Distribution d'énergie  
Sain-Bel / Saint-Pierre-la-Palud  
L'entreprise lance le chantier d'extension de son centre de formation de La Pérolrière ; 7 nouveaux bâtiments sont prévus, pour un investissement de 62 M€.

## Dans le Nord-Isère

**PHOTOWATT**  
Panneaux photovoltaïques  
Bourgoin-Jallieu  
Le fabricant isérois est cédé par EDF Renouvelables à la start-up industrielle lyonnaise Carbon ; les 170 salariés sont conservés et un investissement de 40 M€ est prévu.

**PIERRE MARTINET**  
Plats traiteurs  
Saint-Quentin-Fallavier  
Le groupe alimentaire LDC annonce l'acquisition de 100 % du capital du « traiteur intraitable », qui emploie plus de 700 salariés.

**TEAMTEX**  
Sièges auto pour enfants  
Charvieu-Chavagneux  
L'entreprise, reprise fin 2023 par le groupe allemand Mutares, est placée en liquidation judiciaire ; 160 salariés sont concernés.

## Dans l'Ain

**AIRVANCE**  
Traitement de l'air et isolation  
Beynost  
L'entreprise familiale poursuit ses acquisitions en France et en Europe, où elle compte déjà 1 900 salariés.

**EFI AUTOMOTIVE**  
Solutions mécatroniques embarquées pour l'automobile  
Beynost  
L'entreprise engage un plan de restructuration qui concerne principalement son siège ; 72 postes sont supprimés et le nombre d'intérimaires est réduit.

**MAVIC**  
Jantes de vélo  
Saint-Trivier-sur-Moignans  
Le fabricant annonce la fermeture de son site de production de jantes en aluminium, avec une vingtaine de salariés.



Nous remercions  
la Banque de France,  
la CAF du Rhône,  
la CMA Auvergne-Rhône-Alpes,  
le Cecim,  
France Travail,  
l'Insee,  
le Medef Lyon-Rhône,  
la Métropole de Lyon,  
ONLYLYON & CO,  
le Tribunal de commerce de Lyon,  
l'Urssaf  
et la Ville de Lyon  
pour leur participation à l'élaboration de cette publication.

Directeur de publication : **Damien Caudron**  
Réfèrent : **Clarisse Garin-Hameline** 04 81 92 33 40  
[c.garinhameline@urbalyon.org](mailto:c.garinhameline@urbalyon.org)  
ISSN 0753-34-54

Ce rapport résulte d'un travail associant les métiers  
et compétences de l'ensemble du personnel de l'Agence d'urbanisme



Agence d'**Urbanisme** de l'aire  
métropolitaine **lyonnaise**

Tour Part-Dieu, 23<sup>e</sup> étage  
129 rue Servient  
69326 Lyon Cedex 3  
Tél. : +33(0)4 81 92 33 00  
[www.urbalyon.org](http://www.urbalyon.org)

La réalisation de ce rapport a été permise par la mutualisation  
des moyens engagés par les membres de l'Agence d'urbanisme